

**CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

**A R R E T**

n° 185.972 du 1<sup>er</sup> septembre 2008

A.184.610/VIII-6042

En cause : **ARNOTTE** Philippe,

Hasoumont 50  
4987 Stoumont,

contre :

**1. le Chef de Corps de la Police locale de la  
zone de Police Stavelot-Malmedy,**

**2. le Collège de Police de la Zone de Police 5290,**

ayant élu domicile chez  
Mes Jean BOURTEMBOURG et  
Anne FALYS, avocats,  
rue de Suisse 14  
1060 Bruxelles.

-----  
--

**LE PRESIDENT F.F. DE LA VIII<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 31 juillet 2007 par Philippe ARNOTTE qui  
demande l'annulation de :

- " - la décision du 29/05/2007 de Monsieur le Commissaire Divisionnaire Francis  
HORTELAN de détachement provisoire par mesure d'ordre,
- pour autant que de besoin, la décision confirmative du 18/06/2007";

Vu le mémoire en réponse;

Vu la demande de M. HERBIGNAT, premier auditeur chef de section au  
Conseil d'Etat, de mettre en oeuvre la procédure organisée par l'article 14bis du  
règlement général de procédure;

Vu la lettre du 8 juillet 2008 notifiant aux parties que la chambre va statuer en constatant l'absence d'intérêt requis, à moins que l'une d'entre elles ne demande à être entendue;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le mémoire en réponse a été notifié à la partie requérante le 27 février 2008;

Considérant que l'article 21 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat dispose, en son alinéa 2, que lorsque la partie requérante ne respecte pas les délais prévus pour l'envoi du mémoire en réplique ou du mémoire ampliatif, la section statue sans délai, les parties entendues à leur demande, en constatant l'absence de l'intérêt requis; que mention de l'article 21, alinéa 2, précité a été faite lors de l'envoi à la partie requérante d'une copie du mémoire en réponse, conformément à l'article 14bis, § 2, du règlement général de procédure;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai réglementaire de soixante jours; qu'elle n'a pas demandé à être entendue; que, par conséquent, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

## **D E C I D E :**

### **Article 1<sup>er</sup>.**

La requête est rejetée.

### **Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le premier septembre  
deux mille huit par :

M<sup>me</sup> DAURMONT, conseiller d'Etat, président f.f.,

M<sup>me</sup> HONDERMARCQ, greffier.

Le Greffier,

Le Président f.f.,

M.-Cl. HONDERMARCQ.

O. DAURMONT.